



Rapport financier intermédiaire Troisième trimestre se terminant le 31 mars 2011

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX inc. : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

RAPPORT DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Au cours de ce troisième trimestre, tant nos revenus que notre marge brute et notre bénéfice d'exploitation ont augmenté. Nous avons également enregistré un BAIIA¹ positif, et nos activités d'exploitation ont généré des fonds. Ce sont là des améliorations majeures par rapport à l'exercice précédent, et de solides avancées comparativement au trimestre précédent de l'exercice en cours. Les résultats de ce trimestre sont marqués par une croissance de tous nos secteurs d'activités et de tous nos marchés, qu'il s'agisse des ventes d'équipement et de systèmes ou des ventes de services et produits consommables, en Amérique du Nord comme à l'international. Nos résultats incluent également le premier apport significatif de notre coentreprise indienne, qui connaît elle aussi une croissance rapide de ses commandes et de ses revenus, et dont les activités d'exploitation génèrent des fonds.

Nos ventes pour le trimestre se sont élevées à 7,9 M \$, comparativement à 6,3 M \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 26 % ou 1,6 M \$. Forts de niveau élevé de ventes, nous avons également généré une marge brute plus élevée, à 33,0 %, ce qui représente une hausse non négligeable comparativement au trimestre correspondant terminé le 31 mars 2010, qui affichait une marge brute de 25,4 %. Cette hausse a été favorisée par une proportion élevée de revenus provenant des ventes de systèmes industriels par rapport aux systèmes municipaux dans la composition des revenus de ce trimestre, ainsi que par un niveau élevé de ventes d'équipement destiné à l'industrie acéricole et de services et produits consommables. Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011, la marge brute est élevée à 31,6 %, au-dessus de la barre des 30 % et en hausse de cinq points de pourcentage par rapport à celle enregistrée pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010.

Pour un cinquième trimestre consécutif, nous avons obtenu plus de nouvelles commandes d'équipement et de systèmes que nous n'avons enregistré de revenus de même nature. Les commandes d'équipement et de systèmes pour le trimestre se sont élevées à 7,8 M \$, contre 5,8 M \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Ces nouvelles commandes portent à 22,9 M \$ notre carnet de commandes au 31 mars 2011. Une hausse majeure comparativement aux 14,5 M \$ enregistrés au troisième trimestre de l'exercice 2010. Notre carnet de commandes a également enregistré une augmentation de 7,8 M \$ comparativement à son niveau de fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011, qui était de 15,1 M \$. Notre carnet de commandes inclut désormais le carnet de commandes de H₂O Innovation India, proportionnellement à la participation de la Société dans la coentreprise indienne.

À 2,1 M \$, le niveau de nos frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux pour le trimestre était en baisse d'environ 298 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011, ces mêmes frais ont été réduits de plus de 615 000 \$ comparativement à la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010. La réduction de ces frais, associée à l'amélioration de nos rendements qui a contribué de manière positive à l'augmentation de notre marge brute, montre que notre programme de réduction des coûts annoncé en mai 2010 a été mis en place avec succès sans avoir d'impact sur nos vecteurs de croissance.

¹ Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est une mesure de performance qui n'est pas établie conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et ne constitue pas un remplacement du bénéfice net. Comme il se peut que le BAIIA ne soit pas calculé de la même façon par toutes les entreprises, il se peut que le résultat de la Société ne puisse être directement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

Le BAIIA pour le trimestre a atteint 390 901 \$, contre (980 271 \$) pour la période correspondante terminée le 31 mars 2010. Pour ce même trimestre, le BAIIA ajusté de H₂O Innovation (excluant la perte de change non matérialisée (nulle) et les rémunérations à base d'actions de (95 869 \$)) a atteint 486 770 \$ comparativement à (693 208 \$) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. C'est le deuxième trimestre consécutif au cours duquel nous enregistrons un BAIIA ajusté positif.

La perte nette s'est considérablement réduite au cours du trimestre, passant de (1 558 567 \$) ou (0,028 \$ par action) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010 à seulement (153 575 \$) ou (0,003 \$ par action). La perte nette pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011 est en baisse de plus de 2,4 M \$ comparativement à la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010.

Le haut niveau de ventes et de marge brute pour le trimestre, associé à des coûts contrôlés et à une amélioration continue de l'exécution de nos projets, nous a permis d'enregistrer un bénéfice d'exploitation record et de nous éloigner des pertes d'exploitation des quatre derniers trimestres. Alors que nos ventes totales continuent de croître, nos activités devraient bientôt arriver à un niveau où elles produiront un bénéfice net. Les efforts soutenus de nos équipes de ventes ainsi qu'une meilleure intégration de nos lignes d'affaires dans notre offre commerciale ont permis à la Société d'atteindre ces résultats améliorés.

Lorsque nous regardons nos principaux marchés et lignes d'affaires, nous constatons que la demande pour nos technologies brevetées de traitement des eaux usées Bio-Wheel & Bio-Brane et nos systèmes de réutilisation de l'eau reste élevée dans l'Ouest du Canada, tant par les petites et moyennes municipalités que par les communautés des Premières Nations. Les systèmes de production d'eaux de procédés industriels et d'eau potable font également l'objet d'une forte demande dans l'Ouest du Canada, notamment sur les marchés minier et pétrolier & gazier. Tout comme l'Ouest du Canada, le marché municipal du Québec continue d'apporter de prometteuses opportunités de ventes pour les systèmes de production d'eau potable par nanofiltration.

Aussi, nous avons récemment obtenu des contrats internationaux auprès de clients du secteur de l'énergie et de la production d'électricité pour la fourniture de systèmes industriels de traitement de l'eau en Afrique du Nord et en Russie. Nous souhaitons mettre à profit ces succès pour continuer à développer nos activités internationales dans les régions à forte croissance, où notre liste de références, qui compte plus de 550 projets existants, est un atout de vente majeur. Avec sa nouvelle usine de production, notre coentreprise indienne a également considérablement renforcé ses activités, et nous en retirerons directement les bénéfices au fur et à mesure que H₂O Innovation India se développe et que nous utilisons ses capacités pour améliorer notre compétitivité sur les projets internationaux.

Nos activités dans l'industrie acéricole ont également enregistré de fortes ventes au cours du trimestre, alors que les producteurs se préparaient pour le début de la saison. Nous avons également, pour la première fois dans notre histoire, ajouté un distributeur de produits d'épuration aux États-Unis à notre réseau de représentants commerciaux couvrant le marché acéricole, ce qui ouvre la porte vers un marché encore plus vaste pour notre ligne d'affaires historique.

Avec une augmentation constante de nos ventes de services et produits consommables, l'apport de H₂O Innovation India, l'obtention récente de nouveaux contrats et un carnet de commandes d'équipement et de systèmes de 22,9 M \$, nous sommes très bien placés pour atteindre la rentabilité sous peu. Nous nous attendons à ce que nos revenus et bénéfices continuent de croître au cours des prochains trimestres, soutenus par une demande toujours aussi forte en provenance de l'Ouest du Canada, du Québec et du marché industriel des États-Unis, ainsi que des secteurs minier et pétrolier & gazier. Les solides lignes d'affaires que nous avons développées commencent véritablement à montrer tout leur potentiel.



Frédéric Dugré
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 mars 2010, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer le bilan au 31 mars 2011 à celui du 30 juin 2010. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qui est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « attendre », « croire », « estimer » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 21 septembre 2010. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ainsi que les données comparatives correspondantes n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société et ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

NOTRE PROFIL

Forte de plus de 11 années d'expérience dans les solutions de traitement de l'eau, H₂O Innovation conçoit, fabrique et implante des systèmes sur mesure de traitement de l'eau potable, de recyclage d'eau, de dessalement, de assainissement des eaux usées et de production d'eaux de procédés industriels pour les marchés municipal et communautaire, commercial, industriel, minier et énergétique. De plus, H₂O Innovation offre une gamme complète de solutions d'exploitation et d'entretien des systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. H₂O Innovation compte environ 100 employés, dispose de sept places d'affaires dont trois usines au Canada et aux États-Unis et est partenaire fondateur de la co-entreprise H₂O Innovation India de Mumbai, Inde. Les actions de H₂O Innovation sont inscrites à la Bourse de croissance TSX (HEO) ainsi qu'à la bourse NYSE Euronext Alternext (MNEMO : ALHEO). Pour plus d'informations, visitez : www.h2oinnovation.com.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Principales données financières (non vérifiées)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Ventes	7 950 587	6 312 349	20 711 959	21 806 201
Bénéfice brut	2 625 933	4 709 287	6 536 607	5 680 641
Marge bénéficiaire brute	33,0%	25,4%	31,6%	26,1%
Frais d'exploitation, de vente, admin. et généraux	2 122 272	2 420 690	6 080 590	6 695 877
Perte nette	(153 575)	(1 558 567)	(1 345 398)	(3 777 477)
Perte nette de base et diluée par action	(0,003)	(0,028)	(0,022)	(0,068)
BAIIA	390 901	(980 271)	289 534	(2 035 663)
BAIIA ajusté	486 770	(693 208)	496 075	(1 064 460)

Produits et bénéfice brut

Les résultats du troisième trimestre de l'exercice financier 2011 montrent tout à la fois les effets d'une reprise marquée de nos ventes d'équipement et systèmes au cours des neuf derniers mois ainsi que l'impact du programme de rationalisation des coûts initié par la Société en mai 2010. Les produits générés affichent une hausse de plus de 25 % par rapport à l'exercice 2010 et une hausse de 23,8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice en cours. L'obtention de 7,8 M \$ en nouveaux contrats au cours de ce trimestre porte à 18,9 M \$ le total de nouveaux contrats obtenus depuis le début de l'exercice 2011, soit une hausse de 49 % par rapport à l'exercice 2010. De plus, la création de H₂O Innovation India Ltd., annoncée le 1^{er} février 2010, contribue à la croissance des produits issus de la vente d'équipement et systèmes en contribuant à hauteur de 2,3 M \$ au carnet de commandes, sur une base de consolidation proportionnelle. Notre carnet de commandes se chiffre à 22,9 M \$ au 31 mars 2011, alors qu'il affichait 14,5 M \$ le 31 mars 2010, une augmentation de 58 % sur une période de douze mois.

Au cours de ce troisième trimestre, l'augmentation des produits est attribuable à trois facteurs : une forte croissance des ventes de services et produits consommables (totalisant 3,4 M \$ pour le trimestre), une légère augmentation des ventes d'équipements et systèmes (totalisant 3,7 M \$) et le rapport des ventes de notre coentreprise indienne (0,75 M \$). Les initiatives commerciales amorcées par nos équipes de services pour solliciter nos clients de façon proactive, les nouvelles ventes de produits chimiques de spécialité pour l'entretien des systèmes de filtration membranaire et l'ajout de nouveaux distributeurs dans le nord-est des États-Unis et au Canada pour nos activités dans l'industrie acéricole ont généré une hausse de 21,4 % de nos ventes de services et produits consommables par rapport au trimestre précédent de l'exercice en cours. La direction demeure confiante en l'augmentation prochaine des produits de cette ligne d'affaires, supportée par la croissance soutenue de son carnet de commandes, qui se traduira progressivement en produits au cours des prochains trimestres. Un an après sa création, la coentreprise H₂O Innovation India Ltd., détenue à 49 % par la Société, apporte 0,8 M \$ aux produits du trimestre terminé le 31 mars 2011. Les premières livraisons de projets et l'avancement des projets industriels indiens commencent à se concrétiser par un impact positif sur les résultats consolidés de la Société.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011, les ventes totales se sont élevées à 20,7 M \$, comparativement à 21,8 M \$ pour la période correspondante de neuf mois terminée le 31 mars 2010. Cet écart est principalement attribuable à l'environnement économique dans lequel la Société a évolué ces derniers mois et aux délais existant entre l'obtention de nouvelles commandes et la reconnaissance des revenus liés à ces mêmes commandes.

L'apport en nouveaux projets industriels ainsi que l'augmentation notable des ventes de services et produits consommables, habituellement de nature récurrente, contribue à influencer positivement la marge bénéficiaire brute. Ainsi, la marge est passée de 25,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2010 à 33,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice en cours. Les efforts soutenus de nos équipes pour maximiser le rapprochement entre les

équipements que nous fabriquons et nos produits consommables permettent également d'optimiser cette marge bénéficiaire. Par ailleurs renforcée par l'accroissement des ventes de systèmes destinés au secteur industriel.

La marge bénéficiaire brute pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011 a progressé à 31,6 %, contre 26,1 % pour la période correspondante de neuf mois de l'exercice 2010. Tel qu'expliqué dans les rapports financiers des deux premiers trimestres de l'exercice en cours, cette hausse marquée de la marge bénéficiaire brute s'explique en grande partie par le rapport soutenu de nos revenus de nature récurrente (services et produits consommables) et par la proportion supérieure de projets industriels dans la composition des revenus de la Société. La composition des produits (équipements versus services et produits consommables), la diversité des applications (potabilisation, assainissement, recyclage), la pondération de notre clientèle (municipale versus industrielle) et la situation géographique de nos clients sont autant de facteurs stratégiques qui influencent directement notre marge bénéficiaire brute. Simultanément, nos équipes d'ingénierie, de charge de projets et d'approvisionnement continuent d'améliorer leurs méthodes de travail afin d'optimiser la rentabilité de chacun de nos nouveaux projets. Un meilleur contrôle budgétaire lors de l'exécution des projets nous permet donc d'améliorer notre marge brute.

Le tableau suivant présente l'évolution de nos produits et des nouvelles commandes ainsi que la fluctuation de notre carnet de commandes au cours des sept derniers trimestres. La croissance du carnet de commandes observée au cours des sept derniers trimestres s'explique par une activité commerciale liée à la vente d'équipements et systèmes en croissance trimestre après trimestre et par le nouvel apport de notre coentreprise indienne (principalement observable à partir du troisième trimestre de l'exercice en cours). L'analyse du ratio des nouvelles commandes sur les produits provenant des ventes d'équipements et systèmes laisse entrevoir un possible accroissement de notre chiffre d'affaires pour les trimestres à venir.

	Exercice 2010				Exercice 2011		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Carnet de commandes	13,4 M \$*	9,8 M \$	14,5 M \$	14,7 M \$	14,3 M \$	15,1 M \$	22,9 M \$
Commandes majeures d'équipements et systèmes	2,7 M \$	4,2 M \$	5,8 M \$	6,7 M \$	3,7 M \$	7,4 M \$	7,8 M \$
Produits provenant de la vente d'équipements et systèmes	6,1 M \$	4,7 M \$	3,6 M \$	3,1 M \$	3,5 M \$	3,6 M \$	4,5 M \$
Ratio commandes / produits	0,4	0,9	1,6	2,2	1,2	2,1	1,7
Ventes de services et produits consommables	2,3 M \$	2,4 M \$	2,7 M \$	2,8 M \$	2,8 M \$	2,8 M \$	3,4 M \$
Ventes totales	8,4 M \$	7,1 M \$	6,3 M \$	5,9 M \$	6,3 M \$	6,4 M \$	7,9 M \$

* Après annulation du contrat de 9,8 M \$ précédemment reporté de PCOSI

Charges d'exploitation

À 2,1 M \$, le niveau de nos frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux pour le trimestre était en baisse d'environ 298 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011, ces mêmes frais ont été réduits de plus de 615 000 \$ comparativement à la période de neuf mois terminée le 31 mars 2010. La réduction de ces frais, associée à l'amélioration de nos rendements, a contribué de manière positive à l'augmentation de notre marge brute et montre que notre programme de réduction des coûts annoncé en mai 2010 a été mis en place sans avoir d'impact sur nos vecteurs de croissance. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011, ces frais incluent 62 000 \$ reliés aux frais d'exploitation de la coentreprise indienne H₂O Innovation India Ltd.

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2011 respectivement, la charge d'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 51 084 \$ à 79 006 \$. Cette augmentation s'explique principalement par l'ajout d'améliorations locatives liées à nos installations de production de produits chimiques de spécialité PWT à notre usine de Vista, en Californie. Ces améliorations réalisées en grande partie au cours du premier trimestre permettent d'accroître significativement notre productivité et notre efficacité tout en assurant une production des plus sécuritaires. Sur une base de neuf mois, cette même charge d'amortissement est passée de 193 260 \$ à 231 466 M \$ pour les exercices financiers 2010 et 2011 respectivement.

Parallèlement, la charge d'amortissement des actifs incorporels pour ce troisième trimestre a diminué de 346 717 \$ au 31 mars 2010 à 268 038 \$ au 31 mars 2011. Sur une période de neuf mois, la charge d'amortissement des actifs incorporels a aussi diminué, passant de 1 062 687 \$ au 31 mars 2010 à 806 998 \$ au 31 mars 2011. Cette diminution de l'amortissement par rapport à l'exercice précédent, sur les périodes de trois et neuf mois, s'explique par l'impact de la dépréciation de 1,8 M \$ des actifs incorporels enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice financier terminé le 30 juin 2010.

À ce jour, la direction n'est au fait d'aucun facteur ou indice pouvant affecter la valeur des actifs incorporels ni de la recouvrabilité des écarts d'acquisition.

BAIIA

Le BAIIA² pour le troisième trimestre terminé le 31 mars 2011 a atteint 390 901 \$, comparativement à (980 271 \$) (incluant les effets d'une perte de change principalement non matérialisée de 156 139 \$) pour la période correspondante terminée le 31 mars 2010. Sur une base de neuf mois, le BAIIA s'est élevé à 289 534 M \$ et (2 035 663 \$) (incluant les effets d'une perte de change principalement non matérialisée de 913 742 \$) pour aux 31 mars 2011 et 2010 respectivement. En excluant la rémunération à base d'actions considérée comme une charge non-monnaire, le BAIIA ajusté s'élève à 496 075 \$ comparativement à (1 064 460 \$) pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2011 et 2010 respectivement. Ces résultats satisfaisants témoignent des efforts de l'ensemble de l'organisation pour faire croître les ventes, gérer adéquatement l'exécution de nos projets et contrôler les coûts fixes. La reconnaissance d'un BAIIA s'élevant à 4,9 % des produits du trimestre démontre aussi la validité du modèle d'affaires de la Société et de son potentiel de croissance pour les exercices futurs. La progression du BAIIA au cours des prochains trimestres demeure une priorité pour la direction.

Autres revenus et dépenses

Le reclassement des opérations étrangères de la Société, qui passent d'intégrées à autonomes, élimine les pertes de change non matérialisées et dégage uniquement une perte de change matérialisée de 38 487 \$ au 31 mars 2011, comparativement à une perte de change principalement non matérialisée de 156 139 \$ au 31 mars 2010.

Les frais d'intérêts sur la dette à long terme ont diminué de 211 974 \$ à 148 751 \$ pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2011 respectivement. Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2010 et 2011, ces mêmes frais ont également diminué de 598 742 \$ à 482 446 \$ respectivement. Cette baisse de plus de 30 % sur une base trimestrielle et de plus de 19 % sur une base de neuf mois s'explique principalement par les remboursements en capital versés sur notre dette à long terme, soit 162 516 \$ au cours du troisième trimestre et 503 597 \$ au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours.

Perte nette

Au troisième trimestre de l'exercice 2011, la Société affiche une perte nette de (153 575\$) ou (0,003 \$ par action), significativement plus basse que la perte nette de (1 558 567 \$) ou (0,028 \$ par action) enregistrée lors de la période correspondante de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, la perte nette s'élève à (1 345 398 \$) ou (0,022 \$ par action) pour la période terminée le 31 mars 2011, comparativement à (3 777 477 \$) ou (0,068 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bien que le résultat demeure légèrement négatif, la progression du chiffre d'affaires de 1 638 238 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent a entraîné une diminution marquée de la perte nette pour les périodes de trois et neuf mois de l'exercice en cours, aidée par une amélioration de la marge bénéficiaire brute, une réduction du niveau des charges d'exploitation, une diminution de la charge d'amortissement des actifs incorporels à la suite de la dépréciation comptabilisée en juin 2010, une diminution des intérêts payés sur les dettes à long terme et un impact moindre des fluctuations de change.

² Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) est une mesure de performance qui n'est pas établie conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et ne constitue pas un remplacement du bénéfice net. Comme il se peut que le BAIIA ne soit pas calculé de la même façon par toutes les entreprises, il se peut que le résultat de la Société ne puisse être directement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres entreprises.

Engagements contractuels

La Société est engagée après des contrats de location échéant en 2012, 2013 et 2017 à verser un montant de 1 619 834 \$ pour les locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 453 795 \$ en 2011, 372 259 \$ en 2012, 200 910 \$ en 2013, 177 668 \$ en 2014 et 186 374 \$ en 2015.

Information sur le capital-actions

En date du 31 mars 2011, 60 145 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Aucune action n'a été émise au cours de ce trimestre.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice financier 2011, la Société a octroyé un total de 2 035 000 options d'achat d'actions à ses administrateurs et à son personnel clé, le tout conformément aux termes et conditions du régime d'options d'achat d'actions de la Société. Ces octrois ont pour but de mettre en place un plan d'intéressement et de compensation afin de fidéliser le personnel et de l'inciter au rendement dans le cadre du développement à long terme de la Société et de l'accroissement de valeur pour ses actionnaires. Chaque option donne à son détenteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 0,50 \$ avant la fin septembre et/ou novembre 2020; les périodes d'acquisition vont de deux à quatre ans.

SITUATION FINANCIÈRE

Après la variation des éléments du fonds de roulement liés à l'exploitation, les **activités d'exploitation** ont généré des fonds de 93 065 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 795 107 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2010. Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2011 et 2010, la Société a utilisé 2 628 840 \$ et 2 787 161 \$ de fonds respectivement. La génération de fonds par les activités d'exploitation au cours du trimestre est principalement attribuable à l'amélioration de nos activités d'exploitation et à la diminution significative de la perte nette au 31 mars 2011.

Pour ce troisième trimestre, les **activités d'investissement** ont nécessité des liquidités nettes de 344 414 \$ s'expliquant principalement par des versements liés à des contreparties conditionnelles relatifs à des acquisitions antérieures, qui se sont élevées à 250 350 \$.

Les **activités de financement** ont généré des liquidités nettes de 433 694 \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice financier 2011, comparativement à 531 268 \$ pour la période correspondante terminée le 31 mars 2010.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non vérifiée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le			
	31 mars 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2010	30 juin 2010
Produits	7 950 587	6 421 506	6 339 866	5 921 355
BAIIA	390 901	(19 376)	(81 991)	(785 178)
Bénéfice net (Perte nette)	(153 575)	(544 417)	(647 406)	(6 220 440)
BPA de base et dilué	(0,003)	(0,009)	(0,011)	(0,113)

	Périodes de trois mois terminées le			
	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 septembre 2009	30 juin 2009
Produits	6 312 349	7 087 242	8 406 610	7 322 452
BAIIA	(980 271)	(982 737)	(72 860)	(1 301 902)
Bénéfice net (Perte nette)	(1 558 567)	(1 576 222)	(642 688)	(1 067 448)
BPA de base et dilué	(0,028)	(0,029)	(0,012)	(0,022)

GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres, la dette à long terme et la débenture convertible diminuée de l'encaisse et des placements détenus à des fins de transaction et jusqu'à échéance. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables que nous utilisons sont les mêmes depuis le 30 juin 2010, à l'exception de la conversion des opérations étrangères de la Société. Pour une description complète de nos principales conventions et estimations comptables, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés au 30 juin 2010.

CHANGEMENT COMPTABLE

Dans ses états financiers intermédiaires de l'exercice 2011 pour les périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010, la direction avait reflété les opérations étrangères de la Société comme étant intégrées. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, elle a complété une analyse détaillée de la nature de ses opérations étrangères et de leur environnement. Suite à cette analyse, il apparaît que des changements notables sont survenus au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux opérations étrangères. Ces changements notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux opérations étrangères de la Société. Les opérations étrangères ont donc été reclassées, passant d'intégrées à autonomes, et les états financiers intermédiaires amendés des périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010 ont été redéposés le 12 mai 2011.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » dans la section relative aux capitaux propres. La conversion applicable aux entités canadiennes demeure inchangée.

Les ajustements résultant de la conversion appliquée aux filiales étrangères et à la coentreprise de la Société au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Cette modification est appliquée de manière prospective à compter du 1^{er} juillet 2010. Les états financiers intermédiaires des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010 ont été amendés en conséquence et redéposés; ils contiennent des informations sur les effets de ce changement comptable.

Les tableaux suivants présentent les changements les plus importants apportés aux états financiers des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010 :

Premier trimestre terminé le 30 septembre 2010 - Impact sur le bilan consolidé	
ACTIFS	
Baisse des actifs à long terme	(\$381 190)
AVOIR DES ACTIONNAIRES	
Baisse du déficit	(\$182 207)
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu	\$563 397
Impact net	\$381 190

Premier trimestre terminé le 30 septembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés	
DÉPENSES	
Baisse des dépenses	\$52 193
Baisse de la perte de change	\$129 294
Baisse de la perte nette	\$182 207

Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 - Impact sur les bilans consolidés	
ACTIF	
Baisse des actifs à long terme	(1 046 532 \$)
AVOIR DES ACTIONNAIRES	
Baisse du déficit	(289 495 \$)
Augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu	1 373 128 \$
Impact net	1 046 532 \$

Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés (période de trois mois)	
DÉPENSES	
Baisse des dépenses	14 674 \$
Baisse de la perte de change non matérialisée	92 614 \$
Baisse de la perte nette	107 288 \$

Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2010 - Impact sur les résultats consolidés (période de six mois)	
DÉPENSES	
Baisse des dépenses	67 587 \$
Baisse de la perte de change non matérialisée	221 908 \$
Baisse de la perte nette	289 495 \$

Le changement comptable n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés des flux de trésorerie de la Société pour les trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010.

Pour une description complètes des changements apportés aux états financiers des trimestres terminés les 30 septembre 2010 et 31 décembre 2010, veuillez vous rapporter à la note 2 des états financiers consolidés redressés redéposés le 12 mai 2011.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Normes comptables à adopter ultérieurement

Le CICA a publié les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 :

a) Le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », qui remplace l'ancien chapitre 1581 du même nom, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».

b) Le chapitre 1601 « États financiers consolidés », qui remplace l'ancien chapitre 1600 du même nom, définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

c) Le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ». Ce nouveau chapitre définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».

La Société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En février 2008, le Conseil des Normes Comptables (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année civile 2011, l'adoption anticipée étant permise à compter de l'année civile 2009. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comptent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

Un plan de mise en œuvre pour la conversion aux IFRS a été élaboré. Les activités prévues conformément à ce plan incluent l'identification et la documentation des différences existantes entre les IFRS et les PCGR du Canada en matière de comptabilisation et d'informations à fournir, le choix des conventions comptables en vertu des IFRS, y compris l'examen des options disponibles en vertu de IFRS, l'établissement des incidences liées à la conversion sur les contrôles internes, les systèmes comptables et autres solutions et processus d'affaires, et le développement d'un programme de formation visant à aider les employés concernés aux fins de la transition et de la conformité continue aux IFRS.

IFRS 1 - Première adoption des normes internationales d'information financière

Faits nouveaux concernant les conventions comptables

Passages aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »)

L'analyse fournie dans la présente rubrique comporte des attentes, à la date de clôture, concernant le passage des PCGR du Canada aux IFRS publiées par l'IASB, ou IFRS de l'IASB (ci-après désignées les « IFRS »).

Dates clés

- ✓ Le 1^{er} juillet 2010 (date de transition) : H₂O Innovation préparera un bilan d'ouverture à cette date, conformément aux IFRS, afin de faciliter le basculement aux IFRS en 2011. H₂O Innovation continuera de présenter les résultats de son exercice 2011 et les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux PCGR du Canada.
- ✓ Le 1^{er} juillet 2011 (date de basculement) : date après laquelle H₂O Innovation préparera et présentera ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2012 selon les IFRS et présentera également les chiffres correspondants de l'exercice 2011 selon les IFRS.

Répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition et choix de conventions comptables

Dans le cadre de la transition aux IFRS, la Société est tenue d'appliquer IFRS 1, ou toutes autres exigences liées à la préparation d'états financiers conformes aux IFRS pour la première période suivant la date de basculement. IFRS 1 doit uniquement être appliquée au moment du basculement, et prévoit l'application rétrospective de chaque IFRS, comme si ces normes avaient toujours été en vigueur. IFRS 1 prévoit également certaines exceptions à l'égard de l'application rétrospective des IFRS et fournit une série d'exemptions facultatives à l'égard de l'application rétrospective afin de faciliter la transition vers l'ensemble des normes IFRS. Les décisions initiales de la Société relativement aux répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition sont présentées dans le tableau ci-dessous. De plus, la Société a déterminé un petit nombre de domaines pour lesquels des modifications de conventions comptables sont attendues et susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés.

Incidence pro forma non vérifiée sur le résultat net																							
Incidence pro forma non vérifiée sur les capitaux propres																							
Domaine	Description et incidences nets d'impôts sur le revenu (en milliers de dollars . augmentation (diminution))	Au 1 ^{er} juillet 2010	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011																				
Regroupements d'entreprises antérieurs	<p>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition : à l'heure actuelle, la Société ne prévoit pas retraiter ses regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} juillet 2010.</p> <p>Répercussions continues : la Société avait des contreparties conditionnelles relativement à des regroupements d'entreprises antérieurs non reconnus par les PCGR du Canada. La Société a évalué les obligations relatives à ces contreparties conditionnelles en date du 1^{er} juillet 2010.</p> <p><u>Au 1^{er} juillet 2010</u></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Autres éléments du passif à court terme</td> <td style="text-align: right;">819</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres éléments du passif à long terme</td> <td style="text-align: right;">1 438</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Résultats non distribués</td> <td style="text-align: right;">(2 257)</td> <td style="text-align: right;">(2 257)</td> <td></td> </tr> </table> <p><u>Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011</u></p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 80%;">Autres éléments du passif à court terme</td> <td style="text-align: right;">-</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres dépenses</td> <td style="text-align: right;">-</td> <td></td> <td style="text-align: right;">-</td> </tr> </table>	Autres éléments du passif à court terme	819			Autres éléments du passif à long terme	1 438			Résultats non distribués	(2 257)	(2 257)		Autres éléments du passif à court terme	-			Autres dépenses	-		-		
Autres éléments du passif à court terme	819																						
Autres éléments du passif à long terme	1 438																						
Résultats non distribués	(2 257)	(2 257)																					
Autres éléments du passif à court terme	-																						
Autres dépenses	-		-																				

Incidence pro forma non vérifiée sur le résultat net

Incidence pro forma non vérifiée sur les capitaux propres

Domaine	Description et incidences nets d'impôts sur le revenu (en milliers de dollars . augmentation (diminution))	Au 1 ^{er} juillet 2010	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011
Juste valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en tant que coût présumé	<p>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition : à l'heure actuelle, la Société prévoit comptabiliser ces éléments à la valeur comptable à la date de transition, à l'exception des bâtiments et terrains pour lesquels une expertise en valeur a été réalisée.</p> <p>Répercussions continues : à l'heure actuelle, la Société prévoit continuer d'utiliser le modèle d'évaluation au coût pour chaque catégorie d'actifs, à l'exception des bâtiments et terrains pour lesquels la juste valeur à la date de transition a été choisie, ce qui dégage une diminution de la valeur comptable pour refléter la juste valeur.</p> <p><u>Au 1^{er} juillet 2010</u> Immobilisations corporelles (250) Résultats non distribués (250)</p> <p><u>Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011</u> Dépréciation</p>	(250)	(7)
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	<p>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition : à l'heure actuelle, la Société prévoit utiliser l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui sont réglées en instruments de capitaux propres et qui ont été attribuées au plus tard le 2 novembre 2002, ainsi que l'exemption permettant aux nouveaux adoptants de ne pas appliquer IFRS 2 aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, qui ont été attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ont été acquis avant la date de transition.</p> <p>Répercussions continues : à l'heure actuelle, la Société n'anticipe aucun impact significatif sur les options d'achat d'actions dont les droits n'ont pas été acquis avant la date de transition.</p>	-	-
Désignation d'instruments financiers précédemment comptabilisés	<p>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition : à l'heure actuelle, la Société ne prévoit pas reclasser les actifs financiers autres que les actifs "détenus à des fins de transaction" classés dans la catégorie des actifs "disponibles à la vente" en date du 1^{er} juillet 2010.</p> <p>Répercussions continues : la Société n'anticipe pas d'autre répercussion.</p>	-	-
Montant cumulé des différences de conversion	<p>Exemption facultative selon IFRS 1 et répercussions de l'adoption des IFRS à la date de transition : la Société a choisi d'utiliser l'exemption selon laquelle le montant cumulé des différences de conversion concernant l'ensemble des opérations étrangères est considéré égal à néant à la date de transition.</p> <p>Répercussions continues : la Société n'anticipe pas d'autre répercussion car elle ne envisage pas disposer de ses opérations étrangères.</p>	-	-

Incidence pro forma non vérifiée sur le résultat net

Incidence pro forma non vérifiée sur les capitaux propres			
Domaine	Description et incidences nets d'impôts sur le revenu (en milliers de dollars . augmentation (diminution))	Au 1^{er} juillet 2010	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011
Coentreprises	<p>À l'heure actuelle, les IFRS offrent le choix entre l'utilisation de la consolidation proportionnelle et la mise en équivalence, tandis que les PCGR du Canada requièrent la comptabilisation de toutes les participations dans des coentreprises à l'aide de la consolidation proportionnelle.</p> <p>Répercussions à la date de transition : H₂O Innovation choisira d'utiliser la mise en équivalence pour comptabiliser sa coentreprise indienne. Ce choix éliminera une différence qui serait survenue avec l'application de la nouvelle norme qui sera publiée en 2011, ce qui éliminerait le choix de la consolidation proportionnelle.</p> <p><u>Au 1^{er} juillet 2010</u> Éléments de l'actif à court terme (91) Éléments de l'actif à long terme 82 Éléments du passif à court terme (9) La présentation des résultats sera différente mais il n'y aura aucun impact sur la perte nette.</p> <p><u>Au 31 mars 2011</u> Éléments de l'actif à court terme (698) Éléments de l'actif à long terme 114 Éléments du passif à court terme (584) La présentation des résultats sera différente mais il n'y aura aucun impact sur la perte nette.</p>	-	-
Immobilisations corporelles	<p>Les IFRS requièrent que les éléments d'un même poste soient dépréciés de manière séparée, chacun sur sa durée de vie utile.</p> <p>La direction a complété une analyse des immobilisations corporelles de la Société et conclu que les bâtiments avaient des éléments importants, tels que le toit (qui a une durée de vie utile spécifique plus courte que le reste du bâtiment) suite à l'évaluation réalisée dans le cadre des IFRS 1. La direction prendra en compte cette différence dans le calcul de la dotation aux amortissements.</p> <p>Par ailleurs, la Société a révisé ses méthodes de dépréciation applicables aux éléments d'actif et à leurs durées de vie utiles estimées. La détermination de l'impact financier de ces changements est telle que suit :</p>		
Immobilisations corporelles (suite)	<p><u>Au 1^{er} juillet 2010</u> Suite à la révision des méthodes de dépréciation et des durées de vie utiles estimées, il n'y a pas d'impact sur les soldes d'ouverture des postes d'immobilisations corporelles, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessus dans le cadre des IFRS 1.</p> <p><u>Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011</u> Dépréciation</p>	-	(3)
Total des effets		(2,507)	(10)

La Société continue d'évaluer les incidences monétaires de la conversion; ces incidences feront l'objet d'une communication détaillée une fois la conversion complétée.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2010, la Société était liée à des arrangements hors bilan consistant en des lettres de crédit s'élevant à 1,26 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates de l'exercice 2012. Dans ces lettres de crédit, 1 M \$ est garanti par un certificat de dépôt. Le solde, d'un montant de 0,26 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la directrice des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la directrice des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- “ l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- “ l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la directrice des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la directrice des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la directrice des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre, il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



États financiers consolidés

Troisième trimestre se terminant le
31 mars 2011

Les présents états financiers consolidés intermédiaires n'ont fait l'objet ni d'une vérification ni d'une mission d'examen par les vérificateurs.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site Internet : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifiés)

	Au 31 mars 2011	Au 30 juin 2010
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents	412 320	2 672 375
Placements détenus à des fins de transaction	1 493 674	1 266 751
Placement détenu jusqu'à échéance	-	39 908
Débiteurs	7 801 096	4 857 285
Stocks	2 861 792	1 915 107
Travaux en cours	1 736 898	2 148 946
Frais payés d'avance	482 905	308 263
	14 788 685	13 208 635
Immobilisations corporelles	2 375 859	2 451 115
Actifs incorporels	8 647 229	10 313 821
Autres éléments d'actif	42 058	44 141
Écarts d'acquisition	10 235 376	10 901 443
Actifs d'impôts futurs	6 597	6 597
	36 095 804	36 925 752
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunt bancaire	2 267 993	-
Créditeurs et charges à payer	3 862 769	4 815 253
Excédent de facturation sur travaux en cours	1 347 801	233 537
Tranche à court terme de la dette à long terme	628 985	619 768
Tranche à court terme de la débenture convertible (note 5)	750 000	-
	8 857 548	5 668 558
Dette à long terme	1 261 058	1 569 200
Débenture convertible (note 5)	702 184	1 354 530
Loyers différés	42 602	56 938
	10 863 392	8 649 226
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Portion capitaux propres de la débenture convertible (note 5)	301 023	301 023
Capital-actions (note 6)	45 866 225	45 858 645
Surplus d'apport	11 655 016	11 453 475
Déficit	(30 682 015)	(29 336 617)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 907 837)	
	25 232 412	28 276 526
	36 095 804	36 925 752

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Au nom du Conseil,



Frédéric Dugré
Président et Chef de la Direction



Philippe Gervais
Président du Conseil

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifiés)

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital- actions \$	Portion capitaux propres de la débenture convertible \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Cumul des autres éléments du résultat étendu \$	Total \$
Solde au 30 juin 2009	55 146 843	43 778 820	301 023	11 375,483	(19 338 700)	-	36 116 626
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	-	-	-	57 461	-	-	57 461
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	16 667	8 667	-	(3 333)	-	-	5 334
Perte nette de la période	-	-	-	-	(3 777 477)	-	(3 777 477)
Solde au 31 mars 2010	55 163 510	43 787 487	301 023	11 429 611	(23 116 177)	-	32 401 944
Solde au 30 juin 2010	60 127 727	45 858 645	301 023	11 453 475	(29 336 617)	-	28 276 526
Frais de émission d'actions dans le cadre de financements privés (note 6)	-	(5 420)	-	-	-	-	(5 420)
Juste valeur des options d'achat d'actions exercées	25 000	13 000	-	(5 000)	-	-	8 000
Autres éléments du résultat étendu	-	-	-	-	-	(1 907 837)	(1 907 837)
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	-	-	-	206 541	-	-	206 541
Perte nette de la période	-	-	-	-	(1 345 398)	-	(1 345 398)
Solde au 31 mars 2011	60 152 727	45 866 225	301 023	11 479 239	(30 682 015)	(1 907 837)	25 232 412

RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

(non vérifiés)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Perte nette de la période	(153 575)	(1 558 567)	(1 345 398)	(3 777 477)
Autres éléments du résultat étendu				
Écart de conversion	(545 550)	-	(1 907 837)	-
Résultat étendu de la période	(699 125)	(1 558 567)	(3 252 235)	(3 777 477)

COMPOSITION DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

(non vérifiés)

Au 31 mars	2011	2010
	\$	\$
Écart de conversion	(1 907 837)	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 907 837)	-

Le total du cumul des autres éléments du résultat étendu et du déficit au 31 mars 2011 est de 32 589 852 \$ (23 116 177 \$ au 31 mars 2010).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifiés)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Produits	7 950 587	6 312 349	20 711 959	21 806 201
Coût des marchandises vendues	5 324 654	4 709 287	14 175 352	16 125 560
Bénéfice brut	2 625 933	1 603 062	6 536 607	5 680 641
Charges				
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	2 122 272	2 420 690	6 080 590	6 695 877
Amortissement des immobilisations corporelles	79 006	51 084	231 466	193 260
Amortissement des actifs incorporels	268 038	346 717	806 998	1 062 687
Frais bancaires et autres frais financiers	40 969	41 961	106 310	107 447
Aide gouvernementale	(2 068)	(18 775)	(50 831)	(93 275)
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	95 869	30 924	206 541	57 461
	2 604 086	2 872 601	7 381 074	8 023 457
Bénéfice (Perte) d'exploitation avant les postes suivants	21 847	(1 269 539)	(844 467)	(2 342 816)
Autres revenus	(36 407)	(8 049)	(50 396)	(25 371)
Perte sur taux de change	38 487	156 139	34 162	913 742
Intérêts sur dette à long terme	148 751	211 974	482 446	598 742
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	125 083
Perte sur disposition d'actifs incorporels	-	-	-	15 955
Frais liés aux acquisitions et intégrations	16 879	-	27 007	27 038
	167 710	362 468	493 219	1 654 983
Perte avant impôts sur les bénéfices	(145 863)	(1 632 007)	(1 337 686)	(3 997 799)
Impôts sur les bénéfices				
Impôts exigibles	7 712	-	7 712	-
Impôts futurs	-	(73 440)	-	(73 440)
	7 712	(73 440)	7 712	(73 440)
Perte nette de la période	(153 575)	(1 558 567)	(1 345 398)	3 777 477
Perte nette de base et diluée par action	(0,003)	(0,028)	(0,022)	(0,068)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 7)	60 145 832	55 149 207	60 141 087	55 142 989

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires.

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifiés)

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Perte nette	(153 575)	(1 558 567)	(1 345 398)	(3 777 477)
Éléments hors caisse				
Variation de la juste valeur des placements détenus à des fins de transaction	-	3 506	-	4 947
Intérêts capitalisés sur placement détenu jusqu'à échéance	-	(455)	-	(1 338)
Perte de change sur placement détenu jusqu'à échéance	-	1 218	-	5 623
Amortissement des immobilisations corporelles	79 006	51 084	231 466	193 260
Amortissement des actifs incorporels	268 038	346 717	806 998	1 062 687
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	2 404	-	125 083
Perte sur disposition d'actifs incorporels	-	-	-	15 955
Rémunération à base d'options d'achat d'actions	95 869	30 924	206 541	57 461
Loyers différés	(3 135)	-	(9 663)	-
Impôts futurs	-	(73 440)	-	(220 322)
Variation du gain de change non matérialisé	-	(11 964)	-	(56 255)
Intérêts théoriques	79 253	61 697	182 409	184 889
	365 456	(1 146 876)	72 353	(2 405 487)
Variation des éléments du fonds de roulement (note 8)	(272 391)	1 941 983	(2 701 193)	(381 674)
	93 065	795 107	(2 628 840)	(2 787 161)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dispositions de placements détenus à des fins de transaction	-	-	39 298	-
Acquisitions de placements détenus à des fins de transaction	(81 158)	-	(228 268)	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(10 132)	(45 271)	(192 653)	(330 292)
Acquisitions d'actifs incorporels	(2 774)	(5 976)	(12 517)	(70 729)
Produit sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	127 545
Produit sur disposition d'actifs incorporels	-	-	-	45 000
Acquisitions d'entreprises (note 3)	(250 350)	-	(1 088 591)	-
Autres éléments d'actifs	-	824	-	3 924
	(344 414)	(50 423)	(1 482 731)	(224 552)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation de l'emprunt bancaire	596 210	-	2 271 961	-
Versement sur la dette long terme	(162 516)	(218 750)	(503 597)	(656 250)
Dette long terme contractée	-	-	124 692	-
Émission d'actions	-	5 334	8 000	5 334
Frais d'émissions d'actions	-	-	(5 420)	-
	433 694	(213 416)	(1 895 636)	(650 916)
Variation nette de la trésorerie	182 345	531 268	(2 215 935)	(3 662 629)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents	(14 694)	-	(44 119)	-
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents	167 651	531 268	(2 260 054)	(3 662 629)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	244 670	1 400 509	2 672 375	5 594 406
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	412 321	1 931 777	412 321	1 931 777

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

1. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET CHANGEMENTS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société, pour les périodes de neuf mois terminées les 31 mars 2011 et 2010, ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) et doivent être examinés en tenant compte des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2010. Les conventions comptables sont conformes à celles qui ont été utilisées pour les états financiers consolidés annuels vérifiés de 2010 à l'exception de la conversion des opérations étrangères.

Dans ses états financiers intermédiaires de l'exercice 2011 pour les périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010, la direction avait reflété les opérations étrangères de la Société comme étant intégrées. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, elle a complété une analyse détaillée qui a identifié des changements notables dans les faits et circonstances économiques. Selon les informations résultant de cette analyse, il apparaît que ces changements notables sont survenus durant le premier trimestre de l'exercice 2011. Les conclusions de cette analyse dictent qu'il est nécessaire de changer la méthode de conversion appliquée aux opérations étrangères. Ces faits et circonstances notables incluent un programme de réduction des coûts, la fusion de bureaux et une réorganisation de la structure juridique et opérationnelle de la Société, qui apportent un degré important d'autonomie aux opérations étrangères de la Société. Les opérations étrangères ont donc été reclassées, passant d'intégrées à autonomes, et les états financiers intermédiaires redressés des périodes terminées les 30 septembre et 31 décembre 2010 ont été redéposés le 12 mai 2011.

Les états financiers des filiales étrangères et de la coentreprise de la Société, considérées comme des entités autonomes, sont maintenant convertis à l'aide de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au cours du change prévalant à la date du bilan, alors que les éléments des comptes compris dans les résultats sont convertis en dollars canadiens au cours moyen du change en vigueur durant la période. Les ajustements de conversion résultant des fluctuations du taux de change figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » dans la section relative aux capitaux propres. La conversion applicable aux entités canadiennes demeure inchangée.

Les ajustements résultant de la conversion appliquée aux filiales étrangères et à la coentreprise de la Société figurent au poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Cette modification est appliquée de manière prospective à compter du 1^{er} juillet 2010.

2. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de changement des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (également connues sous le nom IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société a élaboré un plan de conversion de ses états financiers consolidés aux IFRS. Une analyse des différences entre les IFRS et les conventions comptables de la Société est en cours. Cette analyse est effectuée en considérant les impacts potentiels, entre autres, sur les conventions comptables, la divulgation de l'information financière et les technologies de l'information. À ce jour, la Société n'est pas en mesure d'exposer les conséquences de la conversion des PCGR du Canada aux IFRS sur ses états financiers.

La CCA a publié les chapitres suivants du Manuel de la CCA qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 :

a) Le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », qui remplace l'ancien chapitre 1581 du même nom, établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».

b) Le chapitre 1601 « États financiers consolidés », qui remplace l'ancien chapitre 1600 du même nom, définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

2. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

c) Le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ». Ce nouveau chapitre définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».

La Société évalue présentement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

3. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

a) Au cours de l'exercice précédent, la Société a comptabilisé un montant de 564 049 \$ (529 822 \$US) à titre de paiement conditionnel lié à l'acquisition de Professional Water Technologies lequel a été inscrit comme écart d'acquisition et la contrepartie a été entièrement incluse dans les créditeurs et charges à payer. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, un montant de 531 791 \$ (529 822 \$US) a été payé en lien avec cette acquisition et le solde à payer est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

b) Au cours de l'exercice précédent, la Société a comptabilisé un montant de 779 830 \$ (732 510 \$US) à titre de paiement conditionnel lié à l'acquisition de Membrane Systems Inc. Et cette somme a été entièrement incluse dans les créditeurs et charges à payer et la contrepartie a été comptabilisée à l'écart d'acquisition. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 mars 2011, un montant de 556 800 \$ (550 000 \$US) a été payé en lien avec cette acquisition (au cours du trimestre un montant de 250 350 \$ (250 000 \$US) a été payé en lien avec cette acquisition) et le solde est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

c) Au cours de l'exercice précédent, la Société a comptabilisé un montant de 151 432 \$ (142 243 \$US) à titre de paiement conditionnel lié à l'acquisition de Wastewater Technology Inc. Cette somme est entièrement incluse dans les créditeurs et charges à payer et la contrepartie a été comptabilisée à l'écart d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

4. PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE

En février 2010, la société s'est engagée dans une coentreprise avec Chembond Chemicals Limited de Mumbai, un chef de file dans la fabrication et la distribution de produits chimiques de spécialité.

Les comptes découlant de cet investissement sont consolidés avec ceux de la société selon la méthode de la consolidation proportionnelle. La société détient une participation de 49%. La coentreprise a débuté ses activités en mars 2010.

Les éléments suivants correspondent à la quote-part de l'actif, du passif, des produits, des charges et des flux de trésorerie de la coentreprise, laquelle est incluse dans les présents états financiers consolidés :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011	Période de quatre mois terminée le 30 juin 2010
	\$	\$
Résultats		
Produits	821 965	14 711
Charges	782 517	37 762
Bénéfice (perte) net(te)	39 448	(23 051)
	Au 31 mars 2011	Au 30 juin 2010
	\$	\$
Flux de trésorerie		
Variation des éléments du fonds de roulement	(236 589)	4 637
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 094)	(3 764)
Bilan		
Actifs à court terme	697 957	90 830
Actifs à long terme	9 573	3 764
Passifs à court terme	584 328	9 139

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

5. DÉBENTURE CONVERTIBLE

	Au 31 mars 2011	Au 30 juin 2010
	\$	\$
Débiteure convertible (i)	1 500 000	1 500 000
Composante capitaux propres	(301 023)	(301 023)
Frais de financement	(53 663)	(53 663)
Désactualisation de la composante dette	2677 880	177 562
Amortissement des frais de financement	38 990	31 654
	1 452 184	1 354 530
Tranche à court terme de la débenture convertible	(750 000)	-
Débenture convertible	702 184	1 354 530

(i) Débenture émise en juillet 2009 pour une valeur nominale de 1 500 000 \$, non garantie, portant intérêt au taux de 10 % (taux effectif de 22,1 %) échéant le 9 juillet 2011. La Société a payé 53 663 \$ en frais de financement, qui ont été comptabilisés en réduction de la composante dette. La débenture est convertible en actions ordinaires de la Société au gré du détenteur en tout ou en partie et à tout moment. Le prix de conversion est fixé à 0,95 \$ si la conversion a lieu avant le 10 juillet 2010 et à 1,045 \$ si la conversion a lieu entre le 10 juillet 2010 et la date d'échéance.

En juillet 2010, les termes de remboursement de la débenture convertible, qui prévoyaient initialement un seul versement de 1 500 000 \$ payable le 9 juillet 2011, ont été modifiés de la façon suivante : six versements de 250 000 \$ payables trimestriellement du 9 juillet 2011 au 9 octobre 2012. Le taux d'intérêt annuel applicable de 10 % a été majoré de 1 % pour s'établir à 11 % à compter du 9 juillet 2010. Toutes les autres conditions relatives à la débenture demeurent inchangées.

Les nouveaux termes de la débenture n'ont pas été modifiés de façon substantielle par rapport aux précédents; par conséquent, cette opération est considérée comme une continuité du passif financier d'origine. Le taux d'intérêt effectif révisé est de 19,1%.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

6. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale

Au 31 mars 2011	Nombre d'actions	Montant \$
Émis et payé au début de la période	60 120 832	45 844 856
Frais d'émission d'actions dans le cadre de financements privés (i)	-	(5 420)
Émission d'actions sur exercices d'options	25 000	13 000
	60 145 832	45 852 436
Actions à émettre		
En règlement de l'acquisition de l'entreprise	6 895	13 789
Solde à la fin de la période	60 152 727	45 866 225

Au 30 juin 2010	Nombre d'actions	Montant \$
Émis et payé au début de la période	55 139 948	43 765 031
Émission d'actions dans le cadre de financements privés (ii)	4 955 884	2 066 825
Émission d'actions sur exercices d'options	25 000	13 000
	60 120 832	45 844 856
Actions à émettre		
En règlement de l'acquisition de l'entreprise	6 895	13 789
Solde à la fin de la période	60 127 727	45 858 645

(i) Au cours de la période, des frais liés au financement en actions de l'exercice précédent se sont élevés à 5 420\$ et ont été inscrits en diminution du capital-actions de la Société.

(ii) Au cours de l'exercice précédent, la Société a complété un financement en actions auprès de différents investisseurs et a émis 4 955 884 actions au prix de 0,425 \$ chacune.

Régime de rémunération à base d'actions

La Société a établi un régime d'options de achat d'actions en vertu duquel le Conseil d'administration peut octroyer des options de achat d'actions à des administrateurs, des dirigeants, des employés clés et des consultants dont les services sont retenus par la Société. Le Conseil d'administration détermine, à sa discrétion, les conditions d'exercice, si y a lieu, l'échéance des options et le nombre d'options à attribuer. Le nombre maximum d'actions pouvant être émises en vertu de ce régime est de 5 500 000.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

6. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Régime de rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses utilisées pour déterminer les charges de rémunération à base d'actions selon le modèle d'établissement du prix des options de Black & Scholes :

Période terminée le 31 décembre	2010
Nombre d'options d'achat d'actions	2 035 000
Taux de dividende prévu	0%
Volatilité prévue	70%
Taux d'intérêt sans risque	De 2,87% à 3,21%
Moyenne pondérée de la durée de vie prévue (années)	10
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	0,25\$

Pour la période terminée le 31 mars 2011, la Société a enregistré 206 541 \$ (57 461 \$ en 2010) à titre de rémunération à base d'actions pour des options octroyées à ses administrateurs, dirigeants et employés clés.

La situation du régime d'options d'achat d'actions de la Société au 31 mars 2011 et au 30 juin 2010 et la variation au cours des périodes terminées à ces dates sont résumées dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011		Période de douze mois terminée le 30 juin 2010	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début de la période	1 950 000	1,11	1 815 000	1,15
Octroyées	2 035 000	0,50	205 000	0,75
Exercées	(25 000)	0,32	(25 000)	0,32
Annulées	-	-	(45 000)	1,48
En circulation à la fin de la période	3 960 000	0,80	1 950 000	1,11
Pouvant être exercées à la fin de la période	1 827 500	1,14	1 691 639	1,14

Au 31 mars 2011, les options d'achat d'actions suivantes avaient été octroyées :

Prix de levée \$	Détenteur	Nombre d'actions	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$
0,32	Administrateurs	125 000	2,69	0,32
0,50	Administrateurs	290 000	9,62	0,50
0,75	Administrateurs	225 000	8,75	0,75
0,90	Administrateurs	262 000	2,24	0,90
1,20	Administrateurs	260 000	0,77	1,20
1,50	Administrateurs	324 500	1,39	1,50
0,50	Employés	1 725 000	9,48	0,50
0,90	Employés	270 000	2,24	0,90
1,20	Employés	125 000	0,77	1,20
1,50	Employés	333 500	1,39	1,50
1,85	Employés	20 000	1,16	1,85
		3 960 000	6,03	0,80

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

6. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Régime de rémunération à base d'actions (suite)

Au 31 mars 2011, les options d'achat d'actions suivantes pouvaient être exercées :

Prix de levée \$	Nombre d'actions	Prix de levée moyen pondéré \$
0,32	125 000	0,32
0,75	107 500	0,75
0,90	532 000	0,90
1,20	385 000	1,20
1,50	658 000	1,50
1,85	20 000	1,85
	1 827 500	1,14

Bons de souscription

Dans le cadre de ses opérations de financement, la Société a émis à des investisseurs des bons de souscription leur donnant droit d'acquérir des actions à un prix prédéterminé. Chaque bon de souscription émis permet d'acquérir une action ordinaire de la Société.

Les bons de souscription en circulation au 31 mars 2011 et au 30 juin 2010 ainsi que la variation au cours des périodes terminées à ces dates sont résumés dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois terminée le 31 mars 2011		Période de douze mois terminée le 30 juin 2010	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début et à la fin de la période	9 179 877	0,88	9 179 877	0,88

Au 31 mars 2011, les bons de souscription suivants avaient été octroyés :

Date d'échéance	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice
Décembre 2011	7 929 877	0,85\$
Juin 2013	1 250 000	0,90 \$ Le ou avant le 30 juin 2011 1,00 \$ Le ou avant le 30 juin 2012 1,10 \$ Le ou avant le 30 juin 2013
	9 179 877	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

7. RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué utilisé lors des calculs de la perte de base et de la perte diluée par action :

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	60 145 832	55 149 207	60 141 087	55 142 989

Pour les périodes terminées les 31 mars 2011 et 2010, il n'y avait aucune différence entre le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation étant donné que l'effet des options d'achat d'actions, des bons de souscription et de la débenture convertible aurait été anti-dilutif. Par conséquent, la perte diluée par action pour ces exercices a été calculée d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

Toutefois, si le résultat de base par action de la société n'avait pas été négatif, des options auraient été dilutives et auraient eu pour effet de rajouter aucune action pour la période terminée le 31 mars 2011 (158 333 actions pour la période terminée le 31 mars 2010) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action.

8. FLUX DE TRÉSORERIE

a) La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement se établit comme suit :

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	129 312	2 568 250	(3 292 744)	4 289 358
Stocks	(302 318)	(5 589)	(1 018 331)	(103 887)
Travaux en cours	(379 318)	(236 481)	316 312	(1 613 463)
Frais payés d'avance	(263 611)	(354 845)	(185 094)	(308 296)
Créiteurs et charges à payer	684 910	(73 339)	306 506	(1 721 864)
Excédent de facturation sur travaux en cours	(141 017)	49 062	1 172 158	(904 113)
Loyers différés	-	(5 075)	-	(19 409)
	(272 391)	1 941 983	(2 701 193)	(381 674)

b) Éléments sans incidence sur la trésorerie liée aux activités d'exploitation et d'investissement:

	Au 31 mars 2011	Au 30 juin 2010
	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créiteurs et charges à payer	-	11 643
Acquisitions d'entreprise incluses dans les créiteurs et charges à payer	112 638	1 201 229

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

8. FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

c) Informations supplémentaires

	Trois mois terminés les 31 mars		Neuf mois terminés les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Intérêts versés	173 213	203 818	425 801	436 007
Impôts versés	7 712	-	22 532	-

9. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains postes de la période précédente ont fait l'objet d'un nouveau classement afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période courante.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration (1)
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
John G. Booth, administrateur (2)
Élaine C. Phénix, administratrice (1) (2)
André Duquenne, administrateur
Richard Hoel, administrateur (1)
Lisa Henthorne, administratrice
Laurence E. Gamst, administrateur (1)

(1) Comité de vérification
(2) Comité de régie et rémunération

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Vérificateurs

PricewaterhouseCoopers LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

420, boul. Charest Est, bureau 240
Québec, Québec, G1K 8M4
Téléphone : 418-688-0170
Télécopieur : 418-688-9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

6840 Shingle Creek Parkway, Suite 20
Brooklyn Center, Minnesota 55430

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

H₂O Innovation India Ltd.
Chembond Center
EL-71, M.I.D.C., Mahape
Navi Mumbai - 400 710
Maharashtra . Inde